

toires. Il lui faut prendre conseil du cabinet de Londres, du Canada, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande—même de Hertzog lequel déclare qu'il n'a plus affaire à lui maintenant. Cependant, Sa Majesté doit encore le consulter, car il n'y a pas de loi contraire à ce principe. Supposons que les ministres canadiens opinent dans un sens et que, pour des motifs que nous n'avons pas à rechercher, l'Australie opine dans un autre sens. Qui décidera? Le Roi devra faire son choix.

Dernièrement, M. Ramsay MacDonald a cru bon de reconnaître le gouvernement soviétique. Voulons-nous reconnaître les soviets? Je pourrais faire tout un discours sur ce seul sujet. J'ai reçu des renseignements par ce qu'on pourrait appeler une affaire de famille et je suis sûr que, si je dévoilais ce que je connais des soviets au Canada, les honorables sénateurs ne consentiraient pas à se frotter à eux. Cependant, leur gouvernement a été reconnu par le gouvernement impérial et de bons auteurs de droit constitutionnel disent qu'à cause de cela les soviets peuvent venir au Canada comme si nous les avions reconnus nous-mêmes. C'est une question à débattre entre les avocats qui, après le débat seront rangés en deux camps.

Considérons la situation de Sa Majesté. Elle a quatre représentants à Washington. S'ils devaient tomber d'accord, un seul suffirait. S'ils sont pour se chamailler et rompre la paille, il y en aurait trop de quatre. Les seuls liens qui rattachent encore les dominions à la métropole, ce sont le Souverain et le comité judiciaire du Conseil privé; et l'Irlande n'en veut même pas. L'autre jour le Conseil privé a rendu un arrêt qui n'a pas plu aux Irlandais et ils ont dit: "Nous sommes un Etat Libre indépendant". Eh bien, si les honorables sénateurs pensent que cette situation durera, je regrette de dire que ce n'est pas mon avis. Il faut que la question se règle. Si quelques dominions désirent une scission, l'amputation sera pénible, même pour des gens de ce pays; cependant, l'amputation vaut mieux que la septicémie.

Parlons de ce qui s'est passé à la conférence. Retournant chez lui, M. Bruce, alors premier ministre d'Australie, s'arrêta à Montréal et je dînai avec lui. Après le repas, je le pris à part et lui demandai: "Dites-moi, a-t-on fait des changements à cette dernière conférence?" Il répondit: "Point du tout". Et moi de dire: "Dieu merci!" Pourtant, cette opinion ne semblait pas se concilier avec celle des autorités d'ici ou d'ailleurs.

Revenons à l'honorable chef de l'opposition, il me semble que l'un de ses principaux griefs se rapporte au beurre de la Nouvelle-Zélande.

L'honorable M. CASGRAIN.

Nous avons conclu un traité avec ce pays-là et lorsque nous lui vendons pour quatre dollars de marchandises, il nous vend pour un dollar de beurre ou d'autre chose. C'est donc un traité qui nous rapporte 400 p. 100; néanmoins, l'honorable sénateur laisse entendre qu'il faudrait y mettre fin.

L'honorable M. LAIRD: Mon honorable ami a-t-il des chiffres pour prouver ce qu'il dit des 400 p. 100?

L'honorable M. CASGRAIN: Je le tiens de la meilleure source qu'on puisse trouver. Lorsque nous signons un traité, nous ne pouvons pas espérer vendre à l'autre pays, sans rien acheter de lui. Je le demande à l'honorable sénateur qui vient de m'interrompre; peut-on prétendre ne rien acheter dans la Nouvelle-Zélande?

L'honorable M. McMEANS: C'est ce que font les Etats-Unis.

L'honorable M. LAIRD: Je ne le prétends pas, mais je repousse l'idée des quatre pour un.

L'honorable M. CASGRAIN: Nous pourrions vider cette querelle plus tard. Il y a maintenant un problème plus grave, qui est présent à l'esprit de tous et qui touche toutes les classes de la population canadienne. Il s'agit de la conduite du Syndicat du blé. Ceux qui dirigent le Syndicat ont cru qu'ils pouvaient lancer un défi au monde entier—qu'ils pouvaient accaparer le blé. On l'a essayé par toute la terre, mais on n'a jamais réussi et je ne crois pas qu'on puisse réussir. Ils oublièrent qu'il y a une récolte de blé pendant chaque mois de l'année, et je pourrais nommer les différends pays qui produisent du blé de janvier à décembre. A partir de l'ouest des Lacs jusqu'au pied des Rocheuses les habitants semblent ignorer que, longtemps avant qu'un boisseau de blé eut poussé là-bas, toute la population du globe mangeait du pain sans jamais avoir eu besoin du blé de l'Ouest. Ce qui est regrettable c'est qu'on ait permis aux gens de trouver des produits qui tiennent lieu de l'article même que les cultivateurs de l'Ouest veulent vendre.

Il y a quelques années, je visitais Port-Sunlight où lord Leverhulme possède une manufacture étonnante dont les ouvriers peuvent obtenir un dîner au prix de quelques sous. Etant surpris du bon marché du repas, je demandai ce qu'on leur servait et on me répondit que c'était du rosbif—et vous n'ignorez pas qu'il n'y a au monde rien de meilleur que le rosbif de la vieille Angleterre. On leur donnait aussi des pommes de terre mais sans pain. J'en demandai la raison et l'on me répondit: "Pourquoi mangeraient-ils du pain